



*À l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de  
l'Association des Femmes autochtones du Québec*

*Le réseau Dialog et Femmes autochtones du Québec inc.  
présentent le colloque*

## *Itinéraires d'égalité*

La quête autonomiste des Premières nations et des Inuit est aujourd'hui inséparable des initiatives de reconstruction sociale et d'affirmation culturelle qui traversent les genres et les générations, et qui émanent autant des communautés locales que des instances politiques autochtones.

Quel est l'apport des femmes, de leurs actions, de leurs luttes et de leurs réflexions à ces initiatives?

Comment envisagent-elles la rencontre des cultures et des idéologies?

Quels projets de société élaborent-elles?

Que proposent-elles en matière d'éducation et de santé, en matière d'environnement et d'économie?

En quels termes posent-elles encore et toujours les questions fondatrices de l'égalité, de la justice sociale et de la reconnaissance?

**Montréal  
22-23-24 février 2005**

*Retour sur le colloque : Itinéraires d'égalité*  
*Organisé par DIALOG et Femmes autochtones du Québec inc.*  
*22-23-24 février 2005, Montréal*

Par Christian Goyette  
Avec la collaboration de  
Geneviève Polèse, Manon Lévesque, Christine Iorio et Carole Lévesque,  
et inspiré de la synthèse présentée par  
Katsitsenhawa Linda Cree lors du colloque

Ce colloque, qui a rassemblé plus de 150 personnes de tous les milieux, s'est tenu à Montréal à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de *Femmes Autochtones du Québec inc.* Il a donné lieu, sur deux jours (23-24 février), à huit sessions particulièrement animées et stimulantes réunissant plus de 30 conférencières.

Provenant des communautés ou du milieu universitaire, pionnières du mouvement des femmes au Québec comme au Canada, actives sur la scène publique, jeunes et aînées, ces femmes ont témoigné des diverses formes d'injustice et de discrimination dont elles font toujours l'objet, mais elles ont surtout profité de cet événement pour affirmer leur volonté de remettre en question les façons de faire actuelles à leur égard et pour énoncer les initiatives qu'elles ont prises en vue d'améliorer leurs conditions de vie, celles de leurs enfants et celles de leurs communautés.

Lors de la cérémonie d'ouverture du 22 février, Katsi'tsákwas Ellen Gabriel, présidente actuelle de *FAQ*, a fait état du rôle crucial joué par *Femmes Autochtones du Québec inc.* dans le dossier de l'autonomie politique et des défis qui se posent aujourd'hui aux femmes autochtones. Dans la foulée, Michèle Rouleau, présidente de *FAQ* de 1987 à 1992, a convié le public du colloque à refaire le parcours que fut celui de l'Association depuis ses débuts en 1974.

De plus, au cours de cette soirée, un vibrant hommage a été rendu aux neuf anciennes présidentes de *Femmes autochtones du Québec inc.* et à la présidente actuelle, de même qu'à quatre femmes amérindiennes et deux femmes inuit qui se sont distinguées par leur action et leur engagement au cours des dernières années. Cet hommage a été présenté par Simone St-Germain Roy.

## Mardi 22 février

### *Cérémonie et conférences d'ouverture*

Modératrice : Monika Ille, Agente de liaison avec le Québec, Aboriginal Peoples Television Network (APTN)

#### *Prière d'ouverture*

Lucie Basile, Coordonnatrice, Maison des aînés, Wemotaci

#### *Femmes Autochtones du Québec : au carrefour des grands débats sociaux et politiques*

Katsi'tsákwas Ellen Gabriel, Présidente, Femmes Autochtones du Québec inc.

#### *Allocutions des représentant-es d'organisations*

Ghislain Picard, Chef régional, Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Mary Palliser, Présidente, Pauktuutit, Association des femmes inuites

Gowehgyuseh Beverley Jacobs, Présidente, Association des Femmes Autochtones du Canada

#### *Prendre la place qui nous revient*

Michèle Rouleau, Consultante en affaires autochtones

#### *Hommage à des femmes de savoir et d'action*

Simone St-Germain Roy, Directrice générale de FAQ (1996-2002)

## Mercredi 23 février

### *Session 1 Vingt ans après la Loi C-31, où en sommes nous ?*

Modératrice : Prudence Hannis, Agente de liaison, Réseau DIALOG, INRS-UCS

#### *Conférencières*

Jeannette Corbière Lavell, Enseignante, Ontario Native Women's Association

Evelyn O'Bomsawin, Comité de citoyenneté, Odanak

Diane Soroka, Avocate, Barrister & Solicitor Inc.

Cheryl Knockwood, Représentante, Conseil des femmes, Assemblée des Premières Nations

### *Session 2 Reconnaissance et justice sociale*

Modératrice : Jacqueline Kistabish, Consultante, Programme d'accueil et d'intégration des Premières Nations, Cégep de Val-d'Or

#### *Conférencières*

Marie-France Labrecque, Professeure, Université Laval

Mylène Jaccoud, Professeure, Université de Montréal

Mérida St-Onge, Vice-présidente, Femmes Autochtones du Québec inc.

Christine Sioui-Wawanoloath, Agente de communication, Terres en vues

### *Session 3 La démocratie autrement*

Modératrice : Carole Lévesque, Professeure, Réseau DIALOG, INRS-UCS

#### *Conférencières*

Jocelyne Lamoureux, Professeure, Université du Québec à Montréal

Joyce Green, Professeure, University of Regina

Michèle-Taïna Audette, Sous-ministre associée, Secrétariat à la condition féminine, Gouvernement du Québec

Kahente Horn-Miller, Candidate au doctorat, Université Concordia

### *Session 4 Gouverner et transformer la société*

Modératrice : Alexandra Awashish, Conseillère déléguée à la santé et à la jeunesse, Conseil des Atikamekw de Wemotaci

#### *Conférencières*

Cora Voyageur, Professeure, University of Calgary

Linda Jean, Chef, Nation Micmac de Gespeg

Doreen Picard, Animatrice à la vie étudiante, École secondaire Mikisiw, Opitciwan

***Session 5 Concilier identité, culture et éducation***

Modérateur : Michael G. Doxtater, Directeur, First Nations and Inuit Education, Université McGill

***Conférencières***

Marcelline P. Kanapé, Directrice, École Uashkaikan, Betsiamites

Kahenrakwas Donna Goodleaf, Directrice exécutive, Kanien:kehaka Onkwawen:na Raotitiohkwa Cultural Centre, Kahnawake

Manon Tremblay, Coordonnatrice, Centre de soutien aux étudiant·es autochtones, Université Concordia

Janet Mark, Attachée d'administration et agente de liaison auprès des Premières Nations, Campus de Val-d'Or, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

***Session 6 Renouveler les perspectives et les services de santé***

Modératrice : Manon Lamontagne, Consultante

***Conférencières***

Chantelle Richmond, Candidate au doctorat, Université McGill

Ka'hawi Jacobs, Candidate au doctorat, Université McGill

Roberta Stout, Analyste, Organisation Nationale de la Santé Autochtone

Sheila Swasson, Superviseure, Haven House

***Session 7 Transmission des connaissances environnementales et enjeux territoriaux***

Modératrice : Dolorès Contré Migwans, Adjointe, Programmes Autochtones,

Musée McCord

***Conférencières***

Évelyne St-Onge, Animatrice culturelle, Institut culturel et éducatif montagnais

Lisa Koperqualuk, Agente aux communications, Société Makivik

Noat Einish, Chargée de projet, Nation Naspkapi de Kawawachikamach

***Session 8 Une économie en changement***

Modératrice : Édith Cloutier, Directrice générale, Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

***Conférencières***

Dolorès André, Coordonnatrice, Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec

Jacynthe Petiquay, Présidente, Transport Notcimik inc.

Victoria Okpik, Dessinatrice de mode, Nunavik Creations

***Synthèse***

Katsitsenhawe Linda Cree, Analyste, Organisation Nationale de la Santé Autochtone

***Clôture***

Katsi'tsákwas Ellen Gabriel, Présidente, Femmes Autochtones du Québec inc.

***Prière***

Lucie Basile, Coordonnatrice, Maison des Aînés, Wemotaci

# Synthèse

## Vingt ans après la Loi C-31

Deux militantes de la première heure – Jeannette Corbière Lavell et Evelyn O’Bomsawin – ont rappelé le contexte des années 1970 à l’origine de la mise sur pied de l’Association des femmes autochtones du Québec. Se joignant à la lutte engagée dès 1968 par Mary Two-Axe Earley, elles s’étaient elles aussi insurgées contre les aspects discriminatoires de la *Loi sur les Indiens* à l’égard des femmes : rappelons-le, lorsqu’une femme indienne se mariait à un non-Indien, elle perdait son statut, était conséquemment exclue de sa communauté et ses enfants étaient automatiquement privés de leur statut. Appuyées par l’exposé de l’avocate Diane Soroka, Mesdames O’Bomsawin et Corbière Lavell ont également dénoncé la nouvelle forme de discrimination instaurée par l’application de la Loi C-31 en vertu de laquelle la *Loi sur les Indiens* a été abrogée en 1985; bien qu’elle ait aboli la discrimination à l’égard des femmes indiennes mariées à des non-Indiens (elles peuvent depuis lors conserver leur statut d’Indienne à part entière), la Loi C-31 accorde aux enfants d’une femme indienne en union interculturelle un statut différent de celui accordé aux enfants de ses frères mariés à des femmes non-indiennes : un statut amoindri pour les femmes, ont-elles constaté, car non transmissible au-delà d’une génération alors que dans le cas des hommes le statut peut se transmettre pendant deux générations. En reportant le problème sur les générations futures sans le remettre en question, la Loi C-31 cautionne l’inquiétant processus d’exclusion qui a cours de nos jours au sein même des communautés à l’égard de ces femmes et de leurs enfants. Il importe donc de sensibiliser les Chefs indiens, ont-elles ajouté, à la nécessité de comprendre les enjeux pour l’avenir d’une telle situation car, comme l’a indiqué avec justesse l’avocate Diane Soroka, « *une nation ne peut survivre sans ses femmes et ses enfants* ».

## Questionnement sur la démocratie et le rôle des femmes en politique

Cette discrimination juridique spécifique aux femmes reflète et reproduit clairement le colonialisme d’État entretenu depuis si longtemps à l’égard des Premières nations et qui fait en sorte que les conditions de la démocratie ne s’appliquent toujours pas aux Autochtones du Canada. Soulignée par Michèle-Taïna Audette, cette situation se manifeste autant par le biais du paternalisme de l’État canadien, qui prend des décisions en lieu et place des Autochtones, que par la notion juridique de « *membership* » à l’intérieur du Registre des Indiens, qui réduit la portée politique de la citoyenneté autochtone, a-t-elle expliqué en écho aux propos de Madame O’Bomsawin. Révélant le caractère historiquement exclusif de la démocratie occidentale, la réflexion de Jocelyne Lamoureux a mis en évidence le principal défi de la démocratie actuelle qui concerne tant les femmes que les Autochtones : la mise en place d’une démocratie inclusive dans laquelle égalité et différence pourraient se conjuguer plutôt que s’opposer. Dans la foulée, Kahente Horn-Miller a rappelé la tradition iroquoise qui répartissait de façon équitable et complémentaire les rôles politiques entre hommes et femmes et a présenté la marginalisation des femmes iroquoises dans la politique autochtone comme une conséquence de l’expérience coloniale.

Faisant suite à l’invitation lancée lors de la soirée d’ouverture par Michèle Rouleau qui conviait les femmes à « *prendre la place qui nous revient* », plusieurs participantes ont mis en évidence les avancées des femmes au sein de la politique autochtone et ce, malgré les difficultés inhérentes à la « *conquête* » de ce domaine traditionnellement masculin. Cheryl Knockwood l’a souligné avec force : il faut restaurer le rôle des femmes à la fois au sein des organisations politiques de représentation et dans les communautés. Cela est d’autant plus justifié, souligneront plusieurs conférencières, que le leadership des femmes serait plus approprié dans de nombreuses situations pour faire face

aux défis du monde contemporain. À partir de l'exemple de la Chef Dorothy MacDonald dont elle a retracé le parcours, Cora Voyageur a entériné l'idée que les femmes autochtones en politique exercent un type de leadership différent de celui de leurs collègues masculins; leadership qui se caractérise particulièrement par un souci en faveur du développement communautaire et par l'élaboration d'outils et de moyens qui favorisent leur autonomie autant personnelle que collective (en particulier la protection de l'environnement naturel, l'implantation de services à la communauté et le développement de l'économie locale). S'appuyant à la fois sur les théories contemporaines du leadership et sur sa propre expérience, la Chef Linda Jean a abondé dans le même sens en soutenant que grâce à leur intelligence émotionnelle les femmes font de bien meilleurs leaders que les hommes; des propos très proches de ceux de Jocelyne Lamoureux lorsqu'elle a affirmé que les femmes, en raison de leur expérience particulière du monde, sont plus ouvertes que les hommes à des formes d'argumentation distinctes de la rationalité abstraite et formelle de la politique officielle.

Mais, pour spécifique qu'elle puisse paraître et être, la lutte des femmes autochtones demeure intimement liée au projet d'autonomie des Premières nations. C'est d'ailleurs le sens des résultats obtenus par Joyce Green lors de ses recherches sur le féminisme autochtone : dans l'ensemble, les femmes autochtones s'avèrent peu enclines à admettre leur filiation à une idéologie féministe, une étiquette qui leur paraît trop particulariste et qui est susceptible d'occulter leur adhésion au projet d'autonomie des Autochtones – dont l'importance à leurs yeux est essentielle pour les générations futures. La même nécessité de dépassement du particularisme s'entendait aussi dans les propos de la représentante jeunesse de FAQ, Doreen Picard. Tout comme leurs pairs non autochtones, les jeunes femmes autochtones connaissent mal les enjeux politiques qui les concernent. La situation requiert un ample travail de conscientisation afin de les aider à comprendre l'importance de ces enjeux et de mieux les outiller pour qu'elles s'approprient leurs propres institutions politiques.

## Affaires de justice

Le colonialisme évoqué plus haut se conjugue toujours au présent, ont rappelé d'autres conférencières. Il s'exprime notamment dans le mépris généralisé des institutions étatiques envers les communautés autochtones et la particularité de leurs cultures et besoins. Ainsi, comme l'a bien démontré Marie France Labrecque, les instances étatiques, tant au Canada qu'au Mexique, demeurent indifférentes au phénomène du féminicide – le meurtre de femmes basé sur leur supposée infériorité de genre – qui touche tout particulièrement les jeunes femmes autochtones se trouvant en situation de vulnérabilité. Malgré le fait que ce féminicide autochtone soit très bien documenté, il n'est pas pris au sérieux par les autorités qui négligent de mettre en œuvre les dispositifs judiciaires les plus élémentaires et tardent à prendre en compte la violence qui affecte particulièrement ces femmes. Une violence qui prend de multiples formes (physique, spirituelle, territoriale) et dont les racines sont très profondes selon Christine Sioui-Wawanoloath qui a longtemps travaillé à la promotion de la non-violence au sein de FAQ.

Sur un terrain semblable, Mériilda St-Onge a souligné les nombreux obstacles auxquels les maisons d'hébergement autochtones sont confrontées et qui, par conséquent, minent l'accès aux services qu'elles offrent : leur sous-financement, l'immensité du territoire desservi par chacune, le peu de formation du personnel et l'absence d'une maison de transition au sein de chacune des communautés. La question de la surreprésentation des Autochtones en milieu carcéral a également été abordée lors du colloque. Afin de minimiser les effets indéniablement criminalisants de telles incarcérations et de donner une possible assise à une définition autochtone de la notion de justice, Mylène Jaccoud a questionné la validité du modèle « punitif » de justice pénale en explorant les diverses alternatives que constituent, par exemple, les modèles de « résolution de conflits ». Sa présentation efficace des modalités de fonctionnement en milieu autochtone a sans aucun doute convaincu les participantes et participants au colloque de la validité de cette démarche qui permet aux communautés de prendre en main les processus de réconciliation et

qui ouvre ainsi la voie à la prise en compte des particularités culturelles autochtones.

## Savoirs et culture

Dans le domaine de l'éducation, les Premières nations et les Inuit ont depuis les années 1970 une relative autonomie au sein de laquelle sont assumées de nombreuses responsabilités administratives et organisationnelles, ce qui est fondamental étant donné le rôle majeur que joue l'éducation dans l'apprentissage et la formation de l'identité. La question de l'éducation en milieu autochtone demeure cependant complexe dans la mesure où elle constitue un lieu de rencontre, souvent conflictuelle, entre valeurs occidentales et valeurs autochtones. Forte de sa longue carrière d'éducatrice en milieu autochtone, Marcelline P. Kanapé a fait état de la nécessité de surmonter cette importante dichotomie par le biais d'une réconciliation avec le monde non autochtone; semblable processus de réconciliation favoriserait chez les jeunes autochtones l'affirmation de leur identité et de leur culture et minimiserait cette fréquente tendance à nier ses propres origines et ses propres valeurs. L'éducation, dans cette perspective, jouerait un rôle de premier plan car elle peut permettre aux jeunes de s'approprier une culture bien vivante qui n'a rien à voir avec le folklore et qui s'inscrit bel et bien dans le présent et dans la modernité. Mais une telle démarche ne peut se déployer qu'à partir d'une connaissance juste et fière de son passé, point d'ancrage d'une réussite en éducation et d'une carrière future.

Dans la même optique, Janet Mark a parlé de l'éducation comme d'un moyen pour retrouver son identité autochtone; elle considère d'ailleurs l'université comme un endroit adéquat pour transformer le monde et se transformer soi-même. Il importe selon elle de remplacer une faible estime de soi, qui mène à la crise identitaire, en fierté identitaire. Exprimée et vécue au grand jour, cette fierté devient alors le meilleur moyen d'accroître l'intérêt pour la culture autochtone et donc de sensibiliser les non-Autochtones aux réalités du monde autochtone. Néanmoins, d'indéniables défis se posent pour le jeune autochtone qui entreprend des études universitaires. Madame Mark a rappelé les difficultés linguistiques, mais encore plus le dilemme de l'étudiant-étudiante autochtone qui aura tendance à se regrouper uniquement avec les siens, alors que

la réussite scolaire tient aussi au fait de s'identifier et de s'intégrer au reste de la population étudiante. Selon Madame Mark, cette situation illustre clairement la nécessité de faire connaître des personnes modèles autochtones auxquelles les jeunes pourraient s'identifier afin de prendre conscience de leur propre capacité de réussite.

Affirmant que l'enjeu central est plutôt le conflit interculturel entre la singularité de la vision du monde autochtone et celle du système d'éducation basé sur un modèle profondément impérialiste d'endoctrinement, Donna Goodleaf a fait état d'un important obstacle à l'épanouissement de l'identité autochtone des étudiants-étudiantes qui se vérifie dans le manque de professeurs autochtones en mesure de valider une histoire et une vision proprement autochtone du monde. Dans le même sens, Manon Tremblay a précisé que malgré le fait que de nombreux jeunes autochtones fréquentent aujourd'hui l'université afin d'acquérir des aptitudes et des compétences qu'ils pourront mettre en œuvre une fois de retour dans leurs communautés, ils doivent demeurer vigilants étant donné qu'il s'agit d'une institution monoculturelle qui ne favorise pas nécessairement une meilleure compréhension des cultures autochtones; tout étudiant-étudiante autochtone, a-t-elle ajouté, y vivra un important choc culturel, se sentira isolé, en perte de repères identitaires et de liens avec sa communauté d'origine. Afin de contrer ces difficultés, Madame Tremblay encourage les étudiantes et étudiants à effectuer leurs travaux académiques sur des questions autochtones; elle a souligné au passage le courage de tous les Autochtones qui entreprennent des études universitaires, des femmes d'ailleurs dans une proportion de 80%, dont l'âge moyen est de 33 ans (ce qui suggère que ce sont des femmes qui comptent déjà de nombreuses expériences de vie).

## Le domaine de la santé

Dans le domaine de la santé autochtone l'urgence d'agir est aussi vive. L'étude sur la santé mentale effectuée par Ka'hawi Jacobs confirme malheureusement que les traumatismes liés à des abus subis lors de l'enfance sont beaucoup plus fréquents chez les femmes autochtones que pour le reste de la population. Les statistiques présentées

par Sheila Swasson permettent de tracer un portrait alarmant de la situation : entre 75 et 90% des femmes résidant dans des communautés autochtones nordiques auraient été victimes d'abus, ce qui les rend plus susceptibles de souffrir de problèmes psychologiques, de détresse et de sombrer dans l'abus d'alcool ou de drogues. Malgré l'urgence de mieux comprendre leurs conditions de vie afin de réorienter en conséquence la recherche et les interventions, Roberta Stout a souligné que la santé des femmes autochtones est un thème très peu étudié. Autre problème, on prend peu en compte l'aspect social et holistique de la santé en milieu autochtone comme l'a aussi mentionné Chantelle Richmond : il serait plus approprié de mettre l'emphase sur la santé communautaire (plutôt qu'individuelle) et de mettre en œuvre des programmes ancrés dans la communauté afin de favoriser, ont-elles ajouté, la participation locale et l'utilisation de ressources sur place. L'expérience, relatée par Sheila Swasson, du centre Haven House de Listuguj qui vient en aide aux femmes victimes de violence conjugale, est un exemple concret d'un type de projet ancré dans la communauté. Les enseignements dispensés par ce centre se fondent sur une vision ouverte et holistique de la santé — la roue du bien-être — tout en intégrant d'autres approches plus contemporaines telles que les cercles d'écoute qui permettent aux gens de partager leurs expériences.

Pour être mises en œuvre, de telles initiatives nécessitent cependant qu'une progressive autonomie administrative soit transférée aux Autochtones et que l'État redirige ses fonds vers les organisations autochtones. C'est d'ailleurs dans cette perspective, a souligné Roberta Stout, que travaille l'Organisation Nationale de la Santé Autochtone, une organisation créée et contrôlée par des Autochtones, qui agit dans de nombreux dossiers relatifs à la santé et qui regroupe plusieurs instances, entités et groupes autochtones du Canada. L'un de ses objectifs les plus importants est de promouvoir la recherche dans le domaine de la santé; en particulier, les projets susceptibles de générer des initiatives durables, identifiant des thèmes novateurs et laissant place à des ressources humaines locales.

## Les changements et leurs effets

Si le système d'éducation constitue un lieu de socialisation et d'apprentissage progressivement investi par les Autochtones, il importe tout autant de conserver vivante et dynamique la transmission culturelle des savoirs à l'échelle communautaire et familiale. Une tradition particulièrement fragile au Nunavik, rappela Lisa Koperqualuk, où se combinent plusieurs phénomènes qui affectent désormais la portée et le recours aux savoirs traditionnels : la transformation du mode de vie due à la sédentarisation; la croissante intégration des communautés inuit à une société de communication et de consommation de masse; la détérioration de l'environnement. Selon Madame Koperqualuk, le principal élément culturel à préserver est la langue; de là l'importance de soutenir les familles en développant des programmes scolaires qui en favorise l'enseignement et la transmission. Un rôle primordial qu'assument essentiellement les femmes autant à la maison qu'à l'école.

Evelyne St-Onge, qui a témoigné du parcours par lequel elle est allée « *chercher sa culture* » afin de vivre pleinement sa vie de femme innue, s'est attardée sur l'importance de transmettre à ses enfants une grande capacité d'adaptation afin qu'ils ne se sentent pas « *coincés entre deux cultures* » comme ce fut longtemps le cas pour elle. Ceci est d'autant plus important, a-t-elle souligné, que les transformations contemporaines de la culture innue ont engendré d'importants déséquilibres entre les hommes et les femmes; les femmes sont devenues des pourvoyeuses en plus de conserver leur rôle traditionnel dans la transmission des connaissances alors que les hommes ont perdu leur propre rôle de pourvoyeurs; en conséquence plusieurs se réfugient dans l'alcool. La sédentarisation a eu des conséquences semblables chez les Naskapis, comme l'a mentionné Noat Einish qui a fait état de sa participation à des études sur les changements climatiques dans lesquelles les savoirs des aînés naskapis (hommes et femmes) sont pris en compte. Elle a aussi parlé de l'émergence de nouveaux liens intergénérationnels qui permettent aux jeunes de traverser avec succès un processus de guérison par l'apprentissage du mode de vie nomade de leurs ancêtres. Evelyne St-Onge a également

fait part d'un intérêt semblable chez les jeunes innus. Dans cette optique d'ailleurs, le Cégep de Sept-Îles a mis de l'avant un programme d'enseignement de la langue innue dont le contenu a été approuvé par les aînés.

Pour Edith Cloutier, les femmes contribuent actuellement de façon significative au monde des affaires autochtones et au dynamisme de l'économie sur leurs territoires et dans leurs communautés. L'économie évolue rapidement et nécessite que l'on s'adapte aux changements qui surviennent en favorisant l'entrepreneuriat et en mettant au point de nouvelles façons de faire dans lesquelles certaines femmes s'illustrent tout particulièrement. C'est le cas de Victoria Okpik qui travaille pour *Nunavik Creations*, une entreprise entièrement gérée par des femmes, dont l'objectif est de promouvoir l'artisanat inuit et de créer de nouveaux emplois; cette entreprise favorise la reconnaissance de leurs compétences artisanales et contribue au développement de l'autonomie économique de la communauté.

L'impact communautaire de l'entreprise de Jacynthe Petiquay, une compagnie de camionnage de Wemotaci, est du même ordre : de nombreux emplois – directs et indirects – ont été créés à la suite de l'obtention d'un contrat de Hydro-Québec pour le nettoyage des rives. Dolorès André a pour sa part contribué à mettre sur pied des services destinés aux Autochtones en milieu urbain afin de les aider à (ré)intégrer le marché du travail et à assurer leur formation le cas échéant. Plus de vingt-deux commissions locales existent aujourd'hui dans les communautés. La majorité des personnes utilisant ces services, en 2004, ont été des femmes, ce qui suggère qu'elles se déplacent en plus grand nombre vers la ville afin d'améliorer leurs conditions de vie. La mise en valeur de ce capital humain fait en sorte que les emplois créés ont des répercussions sur l'ensemble de la communauté. Si les pistes ouvertes par le champ de l'économie sociale sont indéniablement intéressantes, Edith Cloutier estime que dans les conditions actuelles « *toute initiative est bienvenue* » et que l'on ne peut délaissier pour autant l'entrepreneuriat traditionnel.

## En conclusion

Il ne fait aucun doute que malgré les violences et les discriminations injustifiables dont elles font l'objet, les femmes autochtones travaillent avec ferveur et compétence pour l'amélioration des conditions de vie de leurs communautés. Bien que primordiale, cette contribution demeure souvent méconnue étant donné que ce sont surtout les hommes qui sont à l'avant-plan des instances politiques et des manifestations publiques. Mais, comme le soulignait Marceline P. Kanapé : « *seules les femmes peuvent changer le cours de l'histoire car ce sont elles qui élèvent les enfants* ». De nombreuses autres voix entendues lors du colloque allaient dans le même sens. En effet, les femmes autochtones :

- se mobilisent et luttent pour leurs droits et ceux des générations futures;
- elles enseignent la langue et la culture tant à l'école que dans les communautés;
- elles investissent les universités pour acquérir des outils d'action et de réflexion qu'elles mettront en œuvre par la suite dans leurs communautés;
- elles érigent des ponts entre les générations au sein des communautés;
- elles se préoccupent des changements en regard de l'environnement;
- elles s'attardent à développer des services adéquats et adaptés aux Autochtones;
- elles adaptent leurs façons de faire aux impératifs de l'économie actuelle afin de permettre l'essor des communautés.

Autant de manifestations de l'apport indiscutable des femmes aux grands débats de l'heure et de leur engagement envers leurs communautés. Par leur désir de faire bénéficier les communautés de leurs initiatives, les femmes autochtones contribuent non seulement au mieux-être collectif de tous les Autochtones mais aussi à la mise en place d'une cohabitation pacifique, respectueuse et juste. C'est en offrant cet espace de prise de parole que le colloque *Itinéraires d'égalité* aura permis de mieux saisir et comprendre la diversité et l'originalité des voies et des voix que les femmes autochtones se donnent sur le chemin de l'égalité.

*Biographies des conférencières  
et des animatrices du colloque*

## *Dolorès André*

Dolorès André, Innue de Matimekush (Québec), est coordonnatrice du Service de développement des ressources humaines des Premières Nations situé à Montréal. Elle oeuvre dans le domaine de l'emploi et de la formation depuis 1992 et a travaillé pour le Centre d'amitié autochtone de Montréal dans divers projets de développement communautaire.

## *Michèle-Taïna Audette*

Michèle-Taïna Audette est originaire de la communauté innue de Mani-Utenam (Québec). Elle occupe depuis mars 2004 le poste de sous-ministre associée responsable au Secrétariat à la condition féminine. Elle a auparavant assumé la présidence de *Femmes Autochtones du Québec inc.* de 1998 à 2004, mouvement dans lequel elle était impliquée depuis 1990. Elle a également participé activement, à titre de relationniste et de coordonnatrice, à de nombreux événements et festivals autochtones et a été recherchiste pour Radio-Québec, pour la radio de Radio-Canada et pour la maison de production Manitout, en plus d'avoir incarné des rôles au cinéma et au théâtre. Elle est récipiendaire de plusieurs prix prestigieux, dont celui de Femme de Mérite 2004, catégorie Engagement communautaire.

## *Alexandra Awashish*

Alexandra Awashish, Atikamekw de Wemotaci (Québec), a d'abord travaillé pendant plusieurs années comme intervenante en relation d'aide dans sa communauté (prévention du suicide, santé, violence) avant de devenir chargée de projets en santé où elle a eu l'occasion de développer des collaborations avec les secteurs de la culture, de l'éducation, des services sociaux et de la jeunesse. Plus récemment, elle a été nommée conseillère déléguée à la santé et la jeunesse au Conseil de bande des Atikamekw de Wemotaci.

## *Lucie Basile*

Lucie Basile, Atikamekw de la communauté de Wemotaci (Québec), est coordonnatrice de la Maison des Aînés. Elle travaille depuis 2000 à la création d'un centre d'hébergement en soins de longue durée pour les personnes âgées de sa communauté. Toute première employée du Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) en 1982, elle a occupé de 1989 à 2000 le poste d'interprète du CNA au Centre hospitalier latuquois. Activement impliquée au sein de *Femmes Autochtones du Québec inc.* en tant que membre du conseil d'administration depuis plusieurs années, Mme Basile est aussi déléguée officielle de FAQ sur la scène internationale. Depuis 2002, elle est membre du comité organisateur des grands rassemblements des femmes atikamekw. L'engagement de Mme Basile a été souligné à maintes reprises, notamment lors du Gala Femmes de mérite en 2003.

## *Édith Cloutier*

Depuis l'obtention de son baccalauréat en sciences comptables en 1989, Édith Cloutier est directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (Québec). Le Centre d'amitié qu'elle dirige a le mandat d'améliorer la qualité de vie des Autochtones qui vivent ou qui sont de passage à Val-d'Or, de promouvoir la culture autochtone et de faciliter les relations entre Autochtones et Allochtones. Depuis plusieurs années, Edith Cloutier est active à l'échelle provinciale en tant que Présidente du Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec; elle milite en faveur des droits des Autochtones vivant en milieu urbain.

## *Dolorès Contré Migwans*

Dolorès Contré Migwans est une artiste pluridisciplinaire qui détient un baccalauréat en enseignement des arts visuels et poursuit présentement une maîtrise en Études des pratiques psychosociales à l'Université du Québec à Rimouski. Elle anime des ateliers sur plusieurs thèmes artistiques dans les écoles et lors de rencontres publiques. Sang-mêlée de la nation Odawa, elle a reçu un enseignement des « arts animés » auprès des aînées de l'Île Manitoulin. Elle travaille actuellement au Musée McCord à la révision d'une politique interne des objets du patrimoine autochtone.

## *Jeannette Corbière Lavell*

Jeannette Corbière Lavell est membre de la Première nation de Wikwemikong (Ontario). En 1970, elle engage un procès qui durera trois ans, afin de promouvoir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes autochtones en vertu de la Loi sur les Indiens. En août 1973, la Cour suprême du Canada rejette par une voix la cause de Madame Corbière Lavell, maintenant connue sous le nom de l'« Affaire Lavell ». Après l'enchâssement de la Charte canadienne des droits et libertés dans la nouvelle constitution canadienne (1985), Jeannette Corbière Lavell, qui avait épousé un non-Autochtone, recouvre cependant son statut d'Indienne et est réinscrite sur la liste de bande de la réserve indienne non cédée de Wikwemikong. En 1976, elle reçoit son certificat d'enseignante de l'Université McMaster, Hamilton (Ontario). Depuis son retour dans sa communauté en 1995, elle enseigne les beaux-arts et la photographie aux étudiants de l'école secondaire Wasse-Abin de Wikwemikong.

## *Katsitsenhawe Linda David Cree*

Katsitsenhawe Linda David Cree est Kanien'kehà:ka (Mohawk) de Kanehsatà:ke, (Québec). Elle travaille actuellement pour l'Organisation Nationale de la Santé Autochtone en tant qu'analyste. Elle a œuvré pendant plus de 15 ans pour le Centre éducatif de Kanehsatà:ke à titre de coordonnatrice des services aux étudiants, puis de directrice adjointe de l'éducation et de recherche pour le Centre culturel de Kanehsatà:ke. Elle détient un baccalauréat en travail social de l'Université de Carleton et une maîtrise en sciences de l'éducation de l'Université Concordia.

## *Michael G. Doxtater*

Michael G. Doxtater est directeur de la First Nations and Inuit Education de l'Université McGill. Il a enseigné à l'Université Cornell et à l'Université Laurier avant de s'installer à Montréal avec ses quatre enfants. Il enseigne l'apprentissage organisationnel et le rétablissement des connaissances indigènes. Michael est Mohawk du Clan de la Tortue de Ohsweken.

## *Noat Einish*

Noat Einish est membre de la Nation Naskapi de Kawawachikamach (Québec). Elle porte un vif intérêt aux questions environnementales et possède une grande connaissance des plantes, des herbes et de la médecine traditionnelle. En étroite collaboration avec les Aînés de sa communauté, elle participe activement à diverses activités culturelles et traditionnelles. Elle travaille actuellement sur divers projets pour le Conseil de bande Naskapi, dont une recherche sur le changement climatique commandée par l'Administration régionale Kativik.

## *Katsi'tsàkwaw Ellen Gabriel*

Katsi'tsàkwaw Ellen Gabriel est Kanien'kehá :ka (Mohawk) de Kanesatà :ke (Québec). Elle détient un baccalauréat en beaux-arts de l'Université Concordia depuis mai 1990. Elle a travaillé comme illustratrice et conceptrice de programme d'études pour le Centre de ressources Tsi Ronteriwanónha ne Kanien'kéka de Kanehsatà:ke et comme professeure d'art au niveau primaire pour la Mohawk Immersion School. Elle a aussi illustré, sur vidéo, des légendes du peuple iroquois et des contes locaux de sa communauté. En 1990, elle a été choisie par le Peuple de la maison longue et par la suite par sa communauté comme porte-parole pendant la crise d'Oka. Ellen Gabriel a été élue présidente de *Femmes Autochtones du Québec inc.* en octobre 2004. Avant d'occuper ce poste, elle a travaillé à l'Université McGill comme coordonnatrice de la First Peoples' House.

## *Kahenrakwas Donna Goodleaf*

Kahenrakwas Donna Goodleaf, est directrice exécutive du Centre culturel Kanien'kehaka Onkwawen'na Raotitiohkwa de Kahnawake (Québec). Dr. Goodleaf détient un baccalauréat ès arts (B.A) en études autochtones de l'Université de Trent, une maîtrise en éducation multiculturelle (M.A.Ed.) et un doctorat (Ed.D.) en éducation multiculturelle de l'Université du Massachusetts à Amherst. Elle est l'auteure de l'ouvrage *Entering the Warzone. A Mohawk Perspective on Resisting Invasions*. Avant d'occuper le poste de directrice exécutive de Kahnawake, Dr. Goodleaf était contractuelle pour le compte de la Fondation pour la guérison des Autochtones dans le cadre d'un projet national d'éducation à l'intention des écoles secondaires du Canada; le but de ce projet était d'effectuer des recherches et développer des programmes d'études sur l'histoire des pensionnats, leur rôle et leurs conséquences sur les communautés autochtones. Elle fut aussi directrice associée du programme de formation des enseignants autochtones et inuit de l'Université McGill, où elle a aussi été chargée de cours. Elle a enseigné dans différents collèges et universités au Canada et aux États-Unis.

## Joyce Green

Joyce Green enseigne aux départements de sciences politiques et d'études des femmes de l'Université de Regina. Ses recherches actuelles portent sur le féminisme autochtone, la décolonisation et la transformation de la culture politique raciste du Canada. Elle est originaire de la Colombie-Britannique et issue d'une famille d'origine anglaise, ktunaxa, et métisse crie/écossaise.

## Prudence Hannis

Prudence Hannis est originaire de la communauté abénakise d'Odanak (Québec). Diplômée en sociologie, elle travaille actuellement à l'Institut national de la recherche scientifique en tant qu'agente de liaison pour DIALOG. *Le Réseau québécois d'échange sur les questions relatives aux Autochtones*. Elle s'est investie dans plusieurs dossiers concernant les Premières Nations, plus spécifiquement celui de la condition des femmes. Activement impliquée au sein de *Femmes Autochtones du Québec inc.* depuis 1996, elle y a entre autres occupé le poste de coordonnatrice à la santé de 2001 à 2004. En plus d'avoir œuvré dans le cadre de différents projets de recherche académiques et communautaires, elle a travaillé au Musée canadien des civilisations, au Musée de la civilisation de Québec, au Musée des Abénakis de Odanak, au Jardin des Premières Nations du Jardin botanique de Montréal et au Centre d'amitié autochtone de Montréal.

## Kahente Horn-Miller

Kahente Horn-Miller, Kanienkehaka (Mohawk) du Clan de l'Ours de Kahnawake (Québec), est mère de famille et étudiante au doctorat au programme de sciences humaines à l'Université Concordia. Elle collabore à titre d'assistante de recherche au Projet de prévention du diabète des écoles de Kahnawake (PPDEK). Sa thèse de doctorat, intitulée *A nation without a state: Kahnawake, citizenship and the challenge of Indigenous self-determination in Canada*, porte sur le nationalisme autochtone, l'appartenance politique, la citoyenneté et les revendications identitaires. Ses recherches portent notamment sur l'identité, la culture et la politique iroquoises, la santé physique et communautaire indigène et l'expression artistique indigène.

## Monika Ille

Monika Ille, membre de la communauté abénakise d'Odanak (Québec), est bachelière en psychosociologie de la communication. Elle a travaillé au département des communications de Radio-Canada et à l'Office national du film du Canada où elle a collaboré à la mise sur pied d'un programme de formation pour cinéastes autochtones. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'elle a été initiée au monde de la production cinématographique et a réalisé son premier documentaire. Son intérêt pour l'avancement des dossiers autochtones l'a amenée à travailler à *Femmes autochtones du Québec inc.* ainsi qu'à l'Assemblée des Premières Nations. Depuis septembre 2003, Madame Ille est agente de liaison avec le Québec pour l'APTN, le réseau de télévision des peuples autochtones, où elle s'occupe principalement de la programmation française et des projets de commercialisation.

## *Mylène Jaccoud*

À l'Université de Montréal, Mylène Jaccoud est professeure à l'École de criminologie et responsable d'une unité de recherche traitant des questions autochtones au Centre international de criminologie comparée. Ses recherches portent sur l'évaluation des comités de justice en milieu autochtone, sur la gouvernance et la justice pénale en milieu autochtone et sur les réponses sociales à la violence envers les femmes autochtones (en partenariat avec *Femmes Autochtones du Québec inc.*). Elle collabore également avec le Regroupement des organismes de justice alternative pour promouvoir des projets de médiation sociale et de « peace building » dans des communautés autochtones et non autochtones. Mylène Jaccoud est membre du comité de direction de DIALOG. *Le réseau québécois d'échange sur les questions autochtones.*

## *Gowehgyuseh Beverley Jacobs*

Gowehgyuseh Beverley Jacobs est Mohawk, membre de Six Nations of Grand River Territory (Ontario), Clan de l'Ours. Elle est la présidente nouvellement élue de l'Association des Femmes Autochtones du Canada (AFAC). Peu de temps avant ce mandat, elle a été sélectionnée comme chercheure associée au Syracuse College of Law, dans l'État de New York. Mme Jacobs détient un diplôme de l'École de droit de l'Université de Windsor ainsi qu'une maîtrise en droit de l'Université de la Saskatchewan. Elle exerce sa profession à son propre compte mais a dû suspendre cette activité depuis sa nomination à l'AFAC. Elle est également présidente et première consultante de sa compagnie Bear Clan Consulting. Récemment, elle a été chercheure principale et consultante pour le rapport d'Amnesty International « *On a volé la vie de nos sœurs. Discrimination et violence contre les femmes autochtones au Canada* », qui a souligné la violence racialisée et sexualisée à l'encontre des femmes autochtones disparues et assassinées au Canada. Elle a été professeure dans plusieurs institutions de l'Ontario et de la Saskatchewan, ainsi que conférencière sur divers enjeux affectant les Peuples autochtones et, en particulier, les femmes autochtones.

## *Kahá:wi Jacobs*

Kahá:wi Jacobs est Kanien'keha:ka (Mohawk) de Kahnawake (Québec). Elle s'intéresse au mieux-être des citoyens et citoyennes des Premières nations. Depuis 1996, elle participe activement aux travaux de l'équipe de recherche sur la santé mentale des Autochtones de l'Université McGill et elle est chercheure affiliée à l'unité de toxicomanie. De 2001 à 2004, elle a été boursière de l'Institut d'études canadiennes de McGill. En 2003, les Instituts de recherche en santé du Canada et l'Institut de la santé des Autochtones lui ont décerné un certificat de reconnaissance pour sa contribution à l'innovation et à l'excellence en recherche sur la santé des Autochtones. Elle a complété une maîtrise en psychiatrie et poursuit actuellement des études doctorales en psychiatrie transculturelle à l'Université McGill.

## *Linda Jean*

Linda Jean est originaire de la communauté Mi'kmaq de Gespeg (Québec). Activement engagée depuis 1985, elle a été élue chef en 1992 et a occupé cette fonction pendant quatre ans et demi. Elle a aussi été la première femme à diriger le Conseil de bande de Gespeg. Après son premier mandat (1992-1996), elle a travaillé comme directrice d'une entreprise locale de câblo-diffusion avant d'être réélue chef en 2003. Elle a aussi été présidente de l'Association locale des femmes autochtones de Gespeg de 1989 à 1992.

## *Marcelline P. Kanapé*

Marcelline Picard Kanapé est une figure de proue du monde autochtone contemporain. Elle s'est particulièrement illustrée dans le domaine de l'éducation auprès des Premières nations depuis la fin des années 1950. Originaire de la communauté innue de Betsiamites (Québec), elle a étudié à l'École Normale du Bon-Conseil à Chicoutimi et est devenue, à l'âge de 18 ans, la première institutrice innue. Elle a obtenu par la suite un baccalauréat en éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle a également été la toute première autochtone à siéger au Conseil supérieur de l'Éducation du Québec. Résolument engagée dans sa communauté, madame Kanapé a été la première jeune femme à être élue d'abord conseillère politique puis, pour la durée de deux mandats, chef dans la communauté innue. Sensible au rôle et à l'apport des femmes de la société traditionnelle comme de la société moderne, madame Kanapé s'est donné très tôt la vaste mission d'ouvrir des portes et de nouvelles avenues aux jeunes autochtones, leur permettant ainsi d'envisager l'avenir avec optimisme et confiance. Elle croit fermement à la coexistence harmonieuse de sociétés qui expriment fièrement leurs différences. Marcelline P. Kanapé occupe actuellement le poste de directrice de l'école secondaire Uashkaikan à Betsiamites.

## *Jacqueline Kistabish*

D'origine crie et algonquine, Jacqueline Kistabish a travaillé sans relâche à l'amélioration des conditions sociales des membres des Premières Nations. Elle a notamment occupé le poste d'agente parajudiciaire pour les Services parajudiciaires autochtones du Québec (1985-1992), de conseillère en toxicomanie au Centre Wapan de La Tuque et d'intervenante pour le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de l'Abitibi-Témiscamingue. Elle a assumé la présidence de *Femmes Autochtones du Québec inc.* (1992-1998) et de l'Association Prévention Suicide des Premières Nations et Inuit du Québec (2001-2002). Mme Kistabish œuvre maintenant au Cégep de Val-d'Or dans le cadre du Programme d'accueil et d'intégration des Premières nations.

## *Cheryl Knockwood*

Cheryl Knockwood est Mi'kmaq de la bande Indian Island (Nouveau-Brunswick). Elle est analyste politique senior au Atlantic Policy Congress of First Nation Chiefs. Elle est membre du nouveau Conseil des femmes, établi par l'Assemblée des Premières Nations, où elle représente les régions du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

## *Lisa Koperqualuk*

Lisa Koperqualuk est agente aux communications à la Société Makivik au bureau situé à Ville St-Laurent, à Montréal. Née à Puvirnituk, au Nunavik, sur la rive est de la baie d'Hudson, son expérience de vie hors du nord lui a permis d'acquérir une grande aisance dans les trois langues de son travail, soit l'inuktitut, l'anglais et le français. Sa tâche consiste à faire connaître la culture inuite, pleinement inscrite dans la société mondiale. Élevée avec les valeurs traditionnelles par ses grands-parents, Lisa est également une femme remarquablement moderne et progressiste.

## *Marie France Labrecque*

Marie France Labrecque est diplômée de la City University of New York (Ph.D. 1982). Elle est professeure titulaire au Département d'anthropologie à l'Université Laval de Québec. Ses recherches, surtout faites au Mexique et dans les Andes, portent sur les questions autochtones. Son livre le plus récent : « Être Maya et travailler dans une maquiladora. État, identité, genre, et génération au Yucatan, Mexique », a été publié en 2005 aux Presses de l'Université Laval. Marie France Labrecque est membre du comité de direction de DIALOG. *Le réseau québécois d'échange sur les questions autochtones.*

## *Manon Lamontagne*

Manon Lamontagne, consultante autochtone, a beaucoup travaillé avec la population autochtone du Québec, principalement avec *Femmes Autochtones du Québec inc.* où elle a été coordonnatrice du dossier de l'emploi et de la formation de 1997 à 2000. Elle a travaillé plusieurs années à l'Office national du film du Canada comme recherchiste et adjointe à la production. Plus récemment, ses recherches pour le compte du Centre d'amitié autochtone de Montréal ont porté sur la population autochtone urbaine de Montréal, notamment sur l'itinérance autochtone à Montréal et, pour le compte de Santé Publique Montréal-Centre, sur la population autochtone urbaine exposée au VIH/SIDA, à l'hépatite C et à la tuberculose.

## *Jocelyne Lamoureux*

Jocelyne Lamoureux est professeure au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Ses travaux de recherche portent sur les mouvements sociaux : le mouvement des femmes et le mouvement communautaire autonome au Québec, plus spécifiquement dans leurs rapports au politique, à la citoyenneté et à la démocratie. Elle a publié des ouvrages et articles sur les rapports paradoxaux entre l'État et les organisations des mouvements sociaux; sur les perceptions et pratiques de citoyenneté des personnes appauvries, immigrantes, marginalisées, se joignant à des groupes communautaires; et sur la démocratie interne dans les groupes de femmes.

## *Carole Lévesque*

Détentrice d'un doctorat en anthropologie sociale et culturelle (Sorbonne, Paris) doublé d'une formation doctorale en psychologie sociale, Carole Lévesque a consacré la totalité de sa carrière aux questions autochtones. Depuis plus de 30 ans, elle travaille en étroite collaboration avec les communautés, organisations ou institutions autochtones du Québec. Elle dirige le domaine d'études *Peuples autochtones* à l'Institut national de la recherche scientifique, une constituante de l'Université du Québec. Avec les années, Carole Lévesque a expérimenté et mis au point plusieurs formules de recherche participative dans lesquelles les populations, à titre individuel ou communautaire, jouent un rôle actif. Elle dirige également depuis 2001 le *Réseau québécois d'échange sur les questions autochtones*, connu sous le nom de DIALOG, dont les membres proviennent de tous les milieux concernés par la recherche. La principale mission de DIALOG est de faire connaître la recherche québécoise en créant les conditions favorables à la mise en place d'un dialogue constructif et novateur entre tous les acteurs de la recherche.

## *Janet Mark*

Janet Mark, membre de la nation crie, est originaire de Senneterre (Québec). Elle occupe les fonctions d'attachée d'administration et d'agente de liaison auprès des Premières nations à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) depuis 2003 et le poste de directrice intérimaire pour le campus de Val-d'Or en 2004. Elle est diplômée de l'Université Laval où elle a complété un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire (1988), et de l'UQAT à Rouyn-Noranda, où elle a obtenu une maîtrise en psychoéducation (2003). Auparavant, Janet Mark a été agente de recherche et responsable de l'encadrement pédagogique auprès des étudiants autochtones de l'UQAT. Pendant six ans, elle a travaillé pour le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or à divers emplois. Elle a oeuvré pendant sept ans pour la Commission Scolaire Crie en tant qu'enseignante, directrice-adjointe à l'élémentaire ainsi que directrice d'une école élémentaire et d'une école secondaire.

## *Evelyn O'Bomsawin*

Evelyn O'Bomsawin, membre de la communauté abénaquise d'Odanak (Québec), est l'une des pionnières de *l'Association des Femmes Autochtones du Québec*. Elle a d'abord été directrice de zone à l'échelle provinciale et représentante du Québec pour l'association nationale, avant d'être élue vice-présidente et enfin présidente, fonction qu'elle a assumée de 1977 à 1983. En 1985, elle a reçu une médaille du gouverneur général du Canada qui soulignait son engagement dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes autochtones. Elle a également oeuvré pour Travail-Québec, en plus d'occuper le poste de conseillère politique au Conseil de bande de sa communauté pendant quatre ans. Toujours active, Madame O'Bomsawin est aujourd'hui membre du Comité de citoyenneté de Odanak. En octobre 2004, elle a été nommée « Personne-modèle » par l'Association locale des femmes autochtones de la nation abénaquise d'Odanak.

## *Victoria Okpik*

Née à Quaqtqaq au Nunavik, Victoria Okpik travaille à la Société Makivik comme dessinatrice de mode. Elle a étudié le design de mode au Collège Lasalle à Montréal. Elle fait la promotion de vêtements inuit, confortables et à la mode. Ses créations s'inspirent de sa culture et mettent à profit l'habileté et le savoir-faire des femmes inuit dans la fabrication de vêtements adaptés au froid climat du nord.

## *Mary Palliser*

En 2001, Mary Palliser a été élue vice-présidente du conseil d'administration de Pauktuutit, l'Association des Femmes Inuites et elle en est la présidente depuis 2004. Originnaire de Inukjuak au Nunavik, madame Palliser a fait profiter l'Association de ses nombreuses années d'expérience dans le milieu communautaire où elle a occupé diverses fonctions de direction. Elle a été présidente de l'Institut culturel Avataq au Nunavik et vice-présidente de l'Administration Régionale Kativik. Elle siège depuis quatre ans au conseil municipal de Inukjuak. Madame Palliser possède également une expérience de travail dans le dossier de la protection de la jeunesse. En tant que porte-parole des femmes et des enfants inuit, elle est la voix de ceux qui n'en n'ont pas. Les services de sage-femme dans l'Arctique constituent également un enjeu important qu'elle défend. Actuellement, Madame Palliser enseigne aux élèves de niveau troisième année primaire pour la Commission scolaire Kativik. De plus, elle raconte chaque semaine des récits sur les ondes de la radio communautaire de Inukjuak.

## *Jacynthe Petiquay*

Jacynthe Petiquay, propriétaire de l'entreprise Transport Notcimik inc., est originaire de la communauté atikamek de Wemotaci au Québec. Elle a joué un rôle important dans la réactivation de l'entente entre Hydro-Québec et les membres de sa communauté, notamment en regard du contrôle des processus mécanique et chimique de la végétation. Ouvrant dans un environnement de travail traditionnellement masculin, son importante contribution au développement de l'économie locale et régionale de sa communauté a été reconnue lors du Gala Mishtapew où elle fut nommée femme d'affaire de l'année 2003.

## *Doreen Picard*

Originnaire de Betsiamites (Québec), Doreen Picard occupe actuellement le poste d'animatrice à la vie étudiante à l'école secondaire Mikisiw de la communauté atikamek d'Opitciwan. Doreen Picard a acquis des expériences interculturelles et communautaires lors de ses voyages dans plusieurs pays, signe d'un intérêt marqué pour la jeunesse autochtone et l'amélioration de ses conditions d'existence. Son cheminement et son dynamisme apportent une vision nouvelle à *Femmes Autochtones du Québec inc.* où elle représente les jeunes femmes.

## *Ghislain Picard*

Ghislain Picard est Innu, originaire de la communauté de Betsiamites au Québec. Entre 1976 et 1989, il a consacré la plus grande partie de son temps au domaine des communications. Il a entre autres publié le périodique « Tepatshimuwin » destiné aux communautés atikamekw et innes. En 1983, il a été très actif dans la mise sur pied d'un réseau de radios communautaires au sein de sa nation. Il a d'ailleurs été l'un des fondateurs de la Société de communication atikamekw et montagnaise, qui produit des émissions radiophoniques en langue autochtone. Après avoir occupé le poste de vice-président du Conseil des Atikamekw et des Montagnais en 1989, il a été nommé Chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador en 1992.

## *Chantelle Richmond*

Chantelle Richmond est Ojibway de Pic River First Nation, Ontario. Elle détient un baccalauréat et une maîtrise de la School of Geography and Geology de l'Université McMaster. Elle est présentement en deuxième année d'études doctorales au département de géographie de l'Université McGill. Traitant de la santé des populations, sa thèse de doctorat explore de façon approfondie les déterminants sociaux de la santé des Autochtones. Plus précisément, elle explore la relation entre le soutien social et la santé des Autochtones. Elle se démarque grandement des recherches passées sur la santé des Autochtones parce que ses travaux mettent l'accent sur les *résultats positifs* ainsi que sur les forces et la capacité de résilience des familles et des communautés. Une fois son doctorat complété, elle souhaite obtenir un poste de professeure de faculté dans un établissement canadien, ce qui lui permettra de poursuivre ses recherches et d'enseigner dans le domaine de la santé des Autochtones.

## *Michèle Rouleau*

Originaire de Senneterre, en Abitibi (Québec), Michèle Rouleau est consultante en affaires autochtones et commissaire à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec. Très active dans le milieu autochtone, elle a occupé les postes de directrice exécutive au Centre d'amitié autochtone de Senneterre (1978-1980), de coordonnatrice régionale de l'emploi des femmes autochtones à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et a assumé la présidence de *Femmes Autochtones du Québec inc.* entre 1987 et 1992. Reconnue pour son investissement dans la promotion des droits des Autochtones, Madame Rouleau a reçu en 1992 le prix Justice du gouvernement du Québec et le prix Droits et Libertés de la Commission des droits de la personne du Québec. En 1993, elle a été nommée Chevalier de l'Ordre national du Québec.

## *Christine Sioui-Wawanoloath*

Christine Sioui-Wawanoloath est d'origine Abénakise-Wendat. Après des études collégiales en art, histoire et photographie, elle a été nommée directrice des programmes pour le centre d'amitié autochtone de Val-d'Or de 1985 à 1991. Elle occupa par la suite le poste de coordonnatrice du dossier de la promotion à la non-violence au sein de *Femmes Autochtones du Québec inc.* de 1992 à 2002. Depuis lors, elle fait partie de l'équipe de Terres en vues, société de diffusion culturelle autochtone. Elle est aussi reconnue comme illustratrice et auteure dans le milieu autochtone depuis les années 1970.

## *Diane Soroka*

Diane Soroka est avocate. Elle a travaillé auprès des Premières nations et des Autochtones dans différents dossiers : notamment la négociation et la mise en œuvre des traités; des causes judiciaires pour la défense des droits autochtones et issus des traités; le dossier des poursuites contre le Canada et diverses églises, entamées par des survivants des pensionnats indiens. Depuis plus de 20 ans, elle travaille avec les femmes autochtones, particulièrement avec *Femmes autochtones du Québec inc.*, sur les questions d'égalité des droits, des amendements à la constitution canadienne et à la Loi sur les Indiens. Dans le cadre de son activité professionnelle, elle offre des avis juridiques, fait du lobbying, vulgarise des documents juridiques destinés aux femmes autochtones ainsi que des mémoires pour divers comités parlementaires.

## *Simone St-Germain Roy*

Simone St-Germain Roy détient une maîtrise en démographie de l'Université de Montréal (1988). De 1989 à 1991, elle a travaillé à l'Office des services de garde à l'enfance du Québec (maintenant le ministère de la Famille) où elle a dressé le portrait sociodémographique des dix régions administratives du Québec, documents qui allaient servir à établir les besoins en services de garde à travers le Québec. En 1991, alors qu'il n'y a qu'une seule garderie subventionnée en milieu autochtone, à Kuujuaq, *Femmes Autochtones du Québec inc.* retient ses services afin d'informer et de conseiller les femmes des communautés et les femmes autochtones du milieu urbain sur le développement de services de garde. Les besoins sont incontestables et, grâce au lobby de *FAQ*, plusieurs communautés reçoivent dorénavant le financement permettant l'ouverture d'un service. En 1996, *FAQ* lui offre le poste de directrice générale par intérim, qui deviendra permanent un an et demi plus tard et qu'elle conservera jusqu'à son départ à la retraite en 2002.

## *Evelyne St-Onge*

Evelyne St-Onge, Innue de la communauté de Mani-Utenam, au Québec, est animatrice culturelle pour l'Institut culturel et éducatif montagnais, responsable du programme de sensibilisation à la réalité autochtone pour les écoles provinciales. Membre fondatrice de *Femmes Autochtones du Québec inc.*, Mme St-Onge demeure très active dans le milieu autochtone. Elle est membre du conseil d'administration de l'auberge de jeunesse le Tangon à Sept-Îles et du conseil d'administration Kutikuniu, centre d'aide avec méthodes traditionnelles.

## *Mérida St-Onge*

Mérida St-Onge est originaire de la communauté innue de Betsiamites (Québec). Impliquée dans le mouvement de *Femmes Autochtones du Québec inc.* depuis plus de vingt ans et membre du conseil d'administration pendant de nombreuses années, elle a été élue vice-présidente en 2004. La défense des droits des femmes autochtones, la promotion de la non-violence et la question des maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté font l'objet de ses priorités.

## *Roberta Stout*

Roberta Stout est Crie de la Kehewin First Nation (Alberta). Elle est présentement en congé de son poste comme analyste au sein de l'Organisation nationale de la Santé autochtone afin de poursuivre ses études pour l'obtention d'un certificat en langue crie au Bluequills First Nations College (Alberta). La préservation des savoirs traditionnels et la promotion des langues autochtones sont ses priorités.

## *Sheila Swasson*

Sheila Swasson est membre de la Première nation Mi'gmaq. Elle est superviseure de la maison Haven House, lieu d'hébergement pour femmes autochtones, située dans sa communauté de Listuguj (Québec), et ce, depuis sa création en 1991. Au cours des treize années à ce poste, elle est devenue une ardente promotrice du mouvement «tolérance zéro», de la prévention et de l'intervention en matière de violence familiale tant dans sa communauté qu'aux niveaux provincial et national. Elle est la représentante du Québec au Cercle national des Autochtones contre la violence familiale; elle est aussi coprésidente de son conseil d'administration. Madame Swasson est membre du Réseau des maisons d'hébergement pour femmes autochtones du Québec, sous la direction de *Femmes autochtones du Québec inc.* et avec son appui Elle a aussi représenté le Québec de 2001 à 2003 au Comité directeur de la Conférence nationale en matière de leadership pour les dirigeantes autochtones.

## *Manon Tremblay*

Manon Tremblay est Crie des Plaines, originaire de la communauté de Maskêko-sâkahikanihk (Muskeg Lake) en Saskatchewan. Elle occupe le poste de coordonnatrice du Centre de soutien aux étudiants et étudiantes autochtones (Centre for Native Education) de l'Université Concordia depuis bientôt 10 ans. Elle termine actuellement une maîtrise en linguistique dont le sujet est la langue crie.

## *Cora Voyageur*

Dr. Cora Voyageur est professeure agrégée au département de sociologie de l'Université de Calgary. Ses recherches portent sur l'expérience des Autochtones au Canada, notamment les questions féminines, la politique, l'emploi, les médias et le développement économique. Elle a mené des recherches communautaires approfondies avec plusieurs Premières nations et organismes autochtones. Elle complète actuellement un document sur les femmes chefs au Canada.

